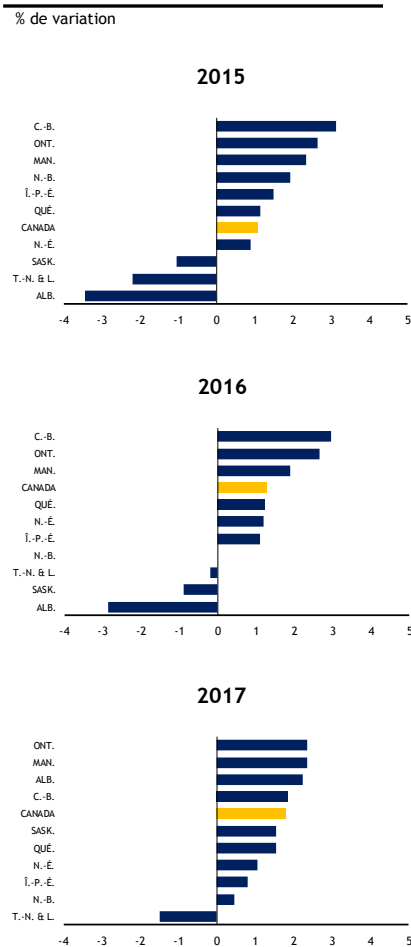


PERSPECTIVES PROVINCIALES

Septembre 2016

Croissance du PIB reel



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Gerard Walsh
 Économiste
 416-974-6525
 gerard.walsh@rbc.com

Des défis distincts influencent la croissance partout au pays en 2016

- Les statistiques publiées depuis le début de l'année ont continué de brosser des tableaux très contrastés des économies provinciales en 2016.
- La dépendance au secteur pétrolier reste un facteur distinctif clé. Les provinces productrices de pétrole sont minées par de faibles revenus et des compressions dans les secteurs privé et, dans certains cas, public, alors que les provinces consommatrices de pétrole bénéficient d'occasions grandissantes offertes par la dépréciation antérieure du dollar canadien, les prix concurrentiels des marchandises énergétiques et les taux d'intérêt peu élevés.
- Nous prévoyons de nouvelles contractions économiques en Alberta (baisse du PIB réel de 2,9 %), en Saskatchewan (-0,9 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (-0,2 %) cette année, dans la foulée des récessions amorcées dans ces provinces en 2015.
- Mis à part le Nouveau-Brunswick, toutes les autres provinces devraient selon nous continuer de progresser en 2016, bien qu'à des rythmes différents ; assez vigoureusement dans le cas de la Colombie-Britannique (3,0 %) et de l'Ontario (2,7 %), mais de façon plus modérée pour le Manitoba (1,9 %), le Québec (1,3 %), la Nouvelle-Écosse (1,2 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (1,1 %).
- Nous prévoyons une stagnation de l'économie du Nouveau-Brunswick (0,0 %) en partie à cause des reculs subis dans son secteur des exportations à la suite de la fermeture d'une mine.
- Des risques de repli de la croissance demeurent présents en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador, alors que les effets secondaires de pertes d'emploi se font sentir dans ces économies. Cependant, en Alberta, la récente faiblesse attribuable aux incendies dans la région de Fort McMurray devrait commencer à se dissiper dans la deuxième moitié de 2016.
- Nos prévisions pour 2017 tablent sur des profils de croissance plus équilibrés au pays par rapport à 2016. D'une part, l'Alberta et la Saskatchewan renoueront avec une croissance positive, tandis que l'expansion de la Colombie-Britannique s'atténuera. Nous avons revu à la baisse notre prévision de croissance pour la Colombie-Britannique en 2017 afin de tenir compte des perspectives plus modestes du marché du logement à Vancouver au vu de l'évolution récente du marché et de la réglementation.

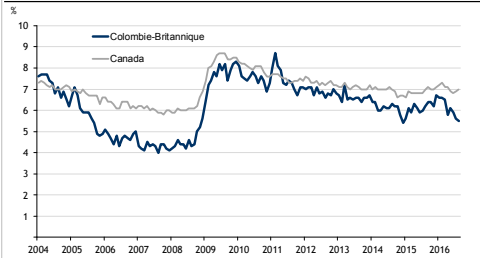
Résultats mitigés en 2016

Les données des économies provinciales ont été on ne peut plus mitigées jusqu'à présent en 2016. Il y a assurément des nouvelles encourageantes, dont les gains d'emploi impressionnants enregistrés en Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, en Ontario, de même que les indices d'un maintien des dépenses de consommation dans plusieurs provinces. Toutefois, les nouvelles sont restées majoritairement sombres dans les régions du pays aux prises avec une récession. En Alberta, les incendies de forêt qui ont fait rage en mai ont porté un nouveau coup à une économie déjà plombée par l'un de ses replis les plus prononcés des temps modernes. Au-delà des défis qui continuent d'affliger les provinces productrices de pétrole, le dynamisme a semblé ralentir ce printemps dans plusieurs provinces consommatrices de pétrole, dont l'Ontario, le Québec et le Manitoba. Par conséquent, nous avons revu en légère baisse nos prévisions de croissance en 2016 pour huit provinces.

Une croissance plus généralisée en 2017

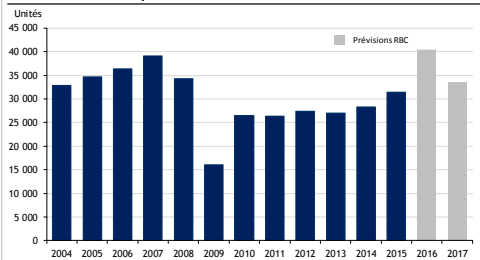
Nous continuons néanmoins de prévoir une croissance sur des bases plus larges au pays en 2017. Les récessions devraient prendre fin en Alberta et en Saskatchewan grâce en partie à une remontée graduelle des prix du pétrole (notre hypothèse de départ est que le prix du baril de pétrole de référence West Texas Intermediate (WTI) grimpera à 59 \$ US en moyenne en 2017, par rapport à 45 \$ US en 2016), à la stimulation budgétaire dans ces deux provinces et, en Alberta, aux travaux de reconstruction à Fort McMurray. Cela dit, nos prévisions pour 2017 tablent encore sur une contraction de l'économie à Terre-Neuve-et-Labrador du fait d'un ralentissement de grands projets d'investissement.

Colombie-Britannique : taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique : mises en chantier



Source : SCIL, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	2,5	2,1	3,2	3,1	3,0	1,9
PIB nominal	2,1	2,3	4,7	4,6	4,8	4,0
Emploi	1,6	0,1	0,6	1,2	2,8	1,3
Taux de chômage (%)	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	5,8
Ventes au détail	1,9	2,4	5,6	6,0	5,5	3,8
Mises en chantier (unités)	27 465	27 054	28 356	31 446	40 900	33 500
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,2

Robert Hogue
Économiste principal

La fin du boom immobilier ?

En Colombie-Britannique, les discussions récentes sur l'économie ont surtout porté, à juste titre, sur les risques liés au marché du logement, mais la vigueur impressionnante de l'économie provinciale révélée par une vaste gamme d'indicateurs ne devrait pas être négligée. Depuis le début de l'année, les statistiques sur le marché de l'emploi, les dépenses de consommation, la population, la construction non résidentielle et, bien sûr, le logement reflètent le maintien d'une croissance élevée cette année. Nous avons donc conservé notre prévision d'une croissance de 3,0 % en 2016, si bien que la Colombie-Britannique reste au sommet de notre classement des taux de croissance provinciaux. Cependant, nous avons abaissé quelque peu notre prévision pour 2017, surtout pour tenir compte des perspectives plus modestes du marché du logement à Vancouver au vu de l'évolution récente du marché et de la réglementation. Nous prévoyons désormais une croissance du PIB réel de 1,9 % en 2017, par rapport au gain de 2,3 % que nous avions précédemment prévu.

Un dynamisme important dans la première moitié de 2016

Bien qu'ils ne soient pas tous favorables, les indicateurs disponibles à ce jour montrent majoritairement que l'économie provinciale a conservé un fort dynamisme durant la première moitié de 2016. Les statistiques sur le marché du travail se distinguent avec des gains d'emploi impressionnants : 50 000 emplois ont été créés depuis la fin de l'an dernier et l'emploi affichait une hausse de plus de 3 % sur 12 mois au milieu de l'année. Par ailleurs, le taux de chômage a continué de fléchir pour atteindre 5,5 % en août, le niveau le plus bas dans l'ensemble des provinces. La bonne tenue de l'emploi en Colombie-Britannique a permis aux ménages de continuer de dépenser, ce qui a été positif pour les secteurs de la province axés sur la consommation. Le secteur du commerce de détail, par exemple, a enregistré une forte hausse de 6,7 % des ventes durant les six premiers mois de l'année, après avoir affiché des gains élevés lors des deux années précédentes. Les concessionnaires de véhicules automobiles neufs ont continué de tirer parti de l'enthousiasme débridé des Britanno-Colombiens.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique impose une nouvelle taxe aux acheteurs étrangers de propriétés

L'annonce inattendue par le gouvernement de la Colombie-Britannique d'une nouvelle taxe de 15 % sur les propriétés résidentielles achetées par des étrangers dans la région métropolitaine de Vancouver a été de loin la nouvelle la plus importante dans la province depuis la parution de notre rapport Perspectives provinciales de juin. Cette nouvelle taxe — et son entrée en vigueur rapide le 2 août — représente la mesure la plus importante que le gouvernement de la Colombie-Britannique a prise jusqu'à présent pour s'attaquer aux risques qui pèsent sur le marché du logement dans la province. Elle signale une réorientation de la politique provinciale du logement en vue d'apaiser le marché dans la région de Vancouver. Les acheteurs et vendeurs semblent avoir réagi promptement à la nouvelle, puisque la Chambre immobilière du Grand Vancouver a fait état d'une chute de 26 % des reventes en août par rapport à la même période il y a un an, même si un déclin considérable de 19 % avait déjà été enregistré en juillet, en grande partie avant l'annonce de la nouvelle taxe. En fait, depuis l'atteinte d'un sommet historique en février (en données corrigées des variations saisonnières), les reventes dans la région ont affiché une tendance à la baisse.

Le marché du logement devrait s'apaiser et moins contribuer à l'économie

Cette réorientation de la politique provinciale du logement nous apparaît comme un changement important pour le marché dans la région de Vancouver qui pourrait bien entraîner une révision à la baisse des attentes concernant les prix et endiguer la spéculation. Par conséquent, nous avons revu à la baisse nos prévisions en matière de logement pour la province. Nous tablons sur un déclin marqué de 16 % des reventes en 2017, une hausse des prix également plus modeste, à 5,7 %, et un ralentissement des mises en chantier à 33 500 unités en 2017, par rapport à 40 900 unités en 2016, leur plus haut niveau des 23 dernières années. Dans ce contexte, l'apport du marché du logement à l'économie de la Colombie-Britannique devrait être moindre l'an prochain.

Période de reconstruction

L'année 2016 a été très pénible pour l'économie de l'Alberta. Déjà aux prises avec une récession provoquée par l'effondrement du secteur de l'énergie, la province a été affaiblie encore davantage par les terribles incendies de forêt qui ont dévasté des sections de Fort McMurray et interrompu d'importants projets d'exploitation des sables bitumineux dans la région en mai et juin. L'impact sur l'économie, d'abord contenu, a depuis eu des effets secondaires qui ont propagé la faiblesse à d'autres secteurs. En raison de cette dynamique malheureuse, l'importante contraction économique qui a débuté l'an dernier (le PIB réel ayant chuté de 3,5 %) devrait se poursuivre presque sans relâche en 2016, à un taux projeté de -2,9 %. Ces forts déclin successifs du PIB réel constitueraient le pire épisode de ce genre dans la province depuis que Statistique Canada a commencé à tenir des données sur les PIB provinciaux au début des années 1980. Nous demeurons toutefois confiants que les conditions commenceront à s'améliorer en 2017. Nous nous attendons à ce que les prix du pétrole augmentent graduellement et injectent plus de revenus dans l'économie et à ce que les efforts de reconstruction à Fort McMurray atteignent leur rythme de croisière. La croissance redeviendra selon nous positive en 2017, à un taux de 2,3 %.

Difficultés persistantes dans le secteur de l'énergie

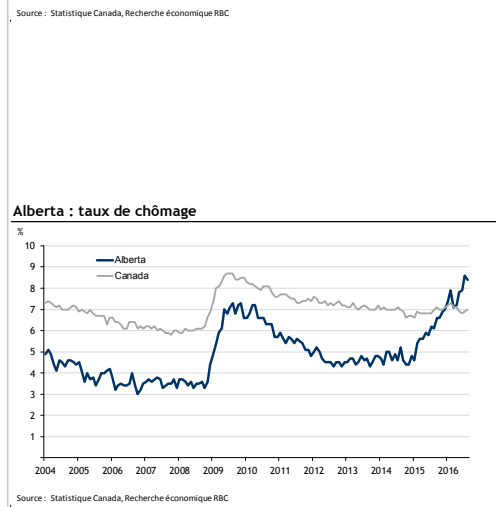
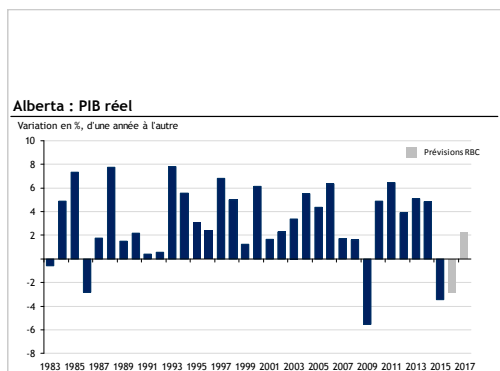
Après avoir constitué le principal moteur de la croissance de l'Alberta (et sans doute du Canada) pendant de nombreuses années, le secteur pétrolier et gazier a fait marche arrière en 2015 et le repli a persisté en 2016, les sociétés d'énergie étant fortement enracinées en mode d'économie. Les dépenses d'investissement du secteur (de loin plus élevées que dans tout autre secteur de la province) sont visiblement restreintes, et devraient diminuer encore d'un tiers en 2016 après avoir chuté de plus de 40 % en 2015. Depuis le début de l'année, les activités de forage et les taux d'utilisation ont été minimes par rapport à leurs niveaux de l'an dernier (qui étaient déjà inférieurs aux moyennes historiques). La production de pétrole brut — qui avait augmenté en 2015 grâce à un accroissement de la capacité de production dans le segment des sables bitumineux — s'est repliée de 3,5 % au premier semestre de l'année, bien que cela soit surtout attribuable aux interruptions temporaires causées par les incendies à Fort McMurray. En bref, les activités liées à l'énergie sont restées faibles et plombent encore fortement l'économie de l'Alberta cette année.

Propagation de la faiblesse

Malheureusement, le repli du secteur de l'énergie s'est propagé à d'autres segments de l'économie provinciale. Les pertes d'emploi se sont accentuées dans des secteurs comme la fabrication, la construction, le transport et les services aux entreprises. Le taux de chômage de l'Alberta a bondi à 8,6 % en juillet, un sommet de 22 ans. La détérioration des perspectives d'emploi a eu une incidence négative sur l'affluence de nouveaux résidents, une source de croissance permanente en Alberta jusqu'à récemment. L'accroissement de la population a ralenti à un rythme encore raisonnable de 1,8 % au deuxième trimestre, mais la brusque décélération de la croissance de la population en âge de travailler à 0,8 %, le niveau le plus bas depuis 1988, a été plus préoccupante. Les effets secondaires de cet affaiblissement du marché de l'emploi et des conditions démographiques sont perceptibles dans le déclin des ventes au détail (notamment de véhicules automobiles neufs) et de la construction résidentielle.

Le gouvernement provincial révisé le déficit budgétaire à la hausse

En août, le gouvernement de l'Alberta a indiqué que les incendies qui ont ravagé la province grèveront de 500 millions de dollars son budget cette année. Il a par conséquent revu sa prévision de déficit pour l'exercice 2016-2017 à 10,9 milliards de dollars, alors qu'il l'évaluait à 10,4 milliards de dollars dans le budget du printemps. Il s'agirait du plus important déficit (en dollars) jamais enregistré par l'Alberta.

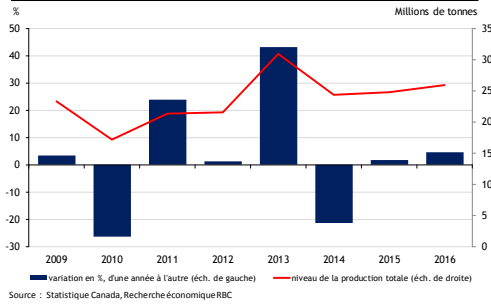


Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,9	5,1	4,8	-3,5	-2,9	2,3
PIB nominal	4,3	10,2	9,1	-12,1	-5,5	10,4
Emploi	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,8	0,7
Taux de chômage (%)	4,6	4,6	4,7	6,0	7,9	7,5
Ventes au détail	7,0	6,9	7,5	-4,6	-1,3	2,2
Mises en chantier (unités)	33 396	36 011	40 590	37 282	23 100	23 500
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,2	1,3	2,2

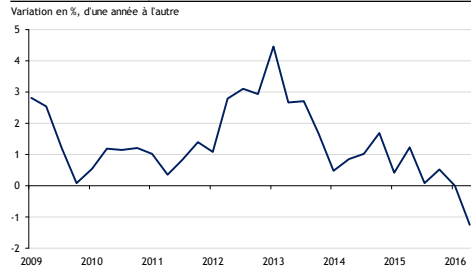
Robert Hogue
Économiste principal

Saskatchewan : production des principales grandes cultures



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan : emploi



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,7	5,8	1,9	-1,1	-0,9	1,6
PIB nominal	4,2	7,1	-0,9	-6,0	-2,9	6,1
Emploi	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,8	0,7
Taux de chômage (%)	4,7	4,1	3,8	5,0	6,4	6,5
Ventes au détail	7,4	5,1	4,6	-3,5	1,5	3,2
Mises en chantier (unités)	9 968	8 290	8 257	5 149	4 700	5 400
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,6	1,6	2,9

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint

Des problèmes miniers freinent la performance économique

Un déclin un peu plus prononcé de l'économie de la Saskatchewan est prévu cette année, soit de 0,9 % par rapport à un repli estimé à 0,2 % au dernier trimestre. L'économie provinciale devrait se redresser en 2017 et croître de 1,6 %, ce qui serait à peine inférieur au taux de croissance de 1,8 % prévu pour l'ensemble de l'économie canadienne.

Faible demande et prix peu élevés dans le secteur minier

Le déclin de l'activité économique cette année s'explique surtout par la morosité du secteur minier. L'activité minière liée à l'énergie est freinée par la faiblesse persistante des prix du pétrole, quoique nous anticipions un léger raffermissement de ces prix pendant la période envisagée qui devrait permettre à ce sous-secteur minier de renouer avec une croissance modeste en 2017. Cependant, nos projections révisées reflètent aussi des pressions à la baisse plus fortes que prévu sur les activités minières hors énergie par rapport à nos prévisions de juin. Cela traduit avant tout des signes de recul des prix de la potasse dans un contexte de diminution de la demande mondiale d'engrais, dont la potasse est un élément essentiel. Selon des rapports informels, les producteurs de potasse dans la province interrompront par conséquent la production jusqu'à la fin de l'année. Nous nous attendons maintenant à un repli de 12 % de la production de potasse dans la province cette année, après une hausse de plus de 10 % en 2015. L'activité devrait se stabiliser à ces niveaux déprimés en 2017.

Réduction prévue des dépenses en immobilisations

La diminution des activités minières liées à l'énergie et hors énergie exerce des pressions à la baisse sur les dépenses d'investissement dans la construction. Alors que nos prévisions précédentes supposaient un recul des investissements dans le secteur de l'énergie cette année, nos prévisions révisées tablent sur des réductions encore plus sévères des dépenses en immobilisations dans le secteur de la potasse. Selon nous, les dépenses relatives à des projets déjà en cours se poursuivront, mais à un rythme plus lent, et toutes celles prévues pour de nouveaux projets seront suspendues. Par conséquent, les activités de construction devraient fléchir de 8 % en 2016 et continuer de diminuer en 2017, bien qu'à un taux moindre de 2 %.

Hausse de la production agricole malgré un nouveau glissement des prix

Les difficultés éprouvées par la province cette année sont compensées en partie par des indications montrant que le secteur agricole de la Saskatchewan bénéficiera d'une production accrue de céréales et d'oléagineux. Selon des estimations publiées récemment par Statistique Canada, la production des trois principales cultures de la province (blé, canola et orge) augmentera de 4,6 %. Il s'agit d'une légère amélioration par rapport au gain modeste de 1,7 % enregistré en 2015. Notre prévision de juin supposait une hausse encore plus marquée de la production agricole, mais cette dernière a pâti de conditions météorologiques peu favorables récemment. L'apport de l'agriculture à l'économie provinciale sera limité par un nouveau glissement des prix des céréales et des oléagineux à l'échelle mondiale, qui modérera la croissance des revenus agricoles.

Le marché de l'emploi continue de régresser

En raison d'une apathie accentuée des principaux secteurs de ressources naturelles de la province, les données sur le marché de l'emploi ont été décevantes jusqu'à maintenant cette année. Après une progression de l'emploi en 2015, quoiqu'à un rythme modeste de 0,5 %, les embauches ont stagné au premier trimestre pour ensuite fléchir au deuxième trimestre. Sur l'ensemble de l'année, nous prévoyons un recul de l'emploi de 0,8 % dans la province. Ce contexte devrait contribuer à une hausse du taux de chômage à un sommet de 20 ans de 6,4 % en 2016, par rapport à 5,0 % en 2015. Le déclin de la croissance et le recul de l'emploi mineront vraisemblablement la construction résidentielle, de sorte qu'une diminution des mises en chantier à un niveau annualisé de 4 700 unités est attendue, en comparaison de 5 100 unités en 2015.

Des progrès malgré des soubresauts

La croissance au Manitoba devrait demeurer supérieure à la moyenne nationale cette année et l’an prochain. La prévision de croissance en 2016 a toutefois été abaissée à 1,9 %, alors qu’elle se situait à 2,3 % au dernier trimestre. La croissance prévue pour 2017 reste à 2,4 %.

Le secteur de l’agriculture confronté à des vents contraires

La révision à la baisse de la croissance en 2016 est attribuable en partie aux estimations de récolte publiées récemment par Statistique Canada. Fondées sur des informations recueillies entre le 21 juillet et le 4 août, celles-ci signalaient un déclin de 4,9 % des deux principales cultures du Manitoba, le blé et le canola. Il s’agit d’un recul partiel après une hausse marquée de 12,2 % de ces deux récoltes en 2015. De piètres conditions météorologiques à la fin de la saison de croissance sont responsables de ce repli, qui est plus important que celui que nous avons précédemment entrevu pour 2016. La diminution prévue des récoltes au Manitoba se conjugue à une production mondiale vigoureuse qui exerce des pressions à la baisse sur les prix des céréales et des oléagineux. Ce contexte pèsera encore plus sur les revenus agricoles dans la province cette année. Notre prévision pour 2017 suppose une modeste remontée de 2 % des volumes agricoles à la faveur de meilleures conditions de croissance.

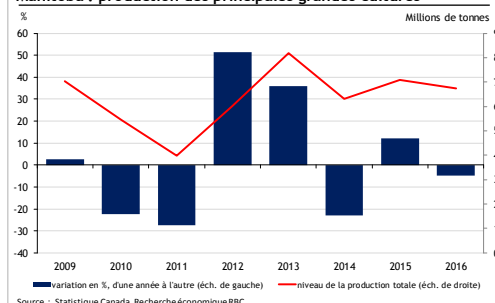
Activité manufacturière décevante au deuxième trimestre

La révision à la baisse de notre prévision de croissance globale du PIB au Manitoba en 2016 reflète aussi la réapparition d’une certaine faiblesse dans le secteur manufacturier. Après avoir fléchi de 1,5 % en 2015, les ventes manufacturières ont crû de presque 2 % au premier trimestre de 2016 par rapport à la même période l’an dernier. Cette hausse a suscité un certain optimisme, laissant penser que le secteur commençait à profiter de la faiblesse du dollar canadien et de la croissance robuste des dépenses des ménages aux États-Unis, et surmontait les effets du repli du secteur de l’énergie dans les deux provinces voisines, l’Alberta et la Saskatchewan. Or, une stagnation décevante a été observée au deuxième trimestre. Plusieurs industries manufacturières qui avaient enregistré de forts gains supérieurs à 10 % en 2015, comme le matériel de transport et les meubles, ont commencé à ralentir depuis le début de 2016, le segment des meubles affichant même un recul net sur 12 mois au deuxième trimestre. Les produits métalliques et la machinerie, deux segments étroitement liés au secteur de l’énergie, ont fait du surplace durant la première moitié de 2016, quoique cela constituait une amélioration sensible par rapport à des replis de plus de 10 % en 2015. Le raffermissement modeste des prix du pétrole sur lequel nous tablons devrait contribuer à une amélioration graduelle de l’activité dans ces deux segments d’ici la fin de l’année et en 2017. De façon plus générale, nous restons d’avis que le raffermissement de l’économie américaine et la faiblesse du huard offriront un appui renouvelé au secteur manufacturier de la province. Nous nous attendons à une hausse des volumes manufacturiers de 2 % cette année et de 4 % en 2017, ce qui est dans les deux cas un peu inférieur à nos prévisions de juin.

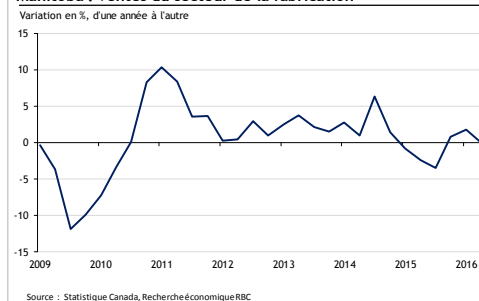
Soutien continu attendu du secteur de la construction

Nos prévisions de croissance pour la province reposent aussi sur le soutien constant offert par le secteur de la construction, dont le niveau d’activité devrait croître de 5 % cette année et de 3 % en 2017. Les dépenses d’investissement de Manitoba Hydro destinées à de grands projets d’immobilisations, comme la centrale de Keeyask, sont un facteur essentiel de cette croissance.

Manitoba : production des principales grandes cultures



Manitoba : ventes du secteur de la fabrication



Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	3,0	2,4	2,3	2,3	1,9	2,4
PIB nominal	6,4	3,5	3,5	3,6	3,4	4,5
Emploi	1,6	0,7	0,1	1,6	0,1	1,0
Taux de chômage (%)	5,3	5,4	5,4	5,6	5,9	5,7
Ventes au détail	1,3	3,9	4,3	1,5	5,1	4,5
Mises en chantier (unités)	7 242	7 465	6 220	5 501	5 700	7 100
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,2	1,6	2,6

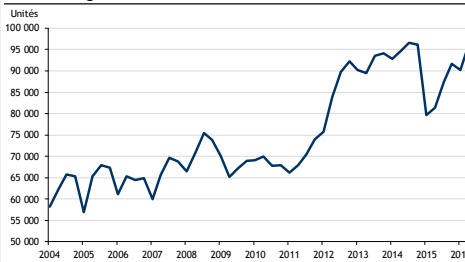
Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Ontario : ventes du secteur de la fabrication



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ontario : logements en construction



Source : SCHL, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,3	1,3	2,7	2,6	2,7	2,4
PIB nominal	3,1	1,9	4,1	4,1	4,6	4,0
Emploi	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,0
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1
Ventes au détail	1,6	2,3	5,0	4,2	5,0	4,4
Mises en chantier (unités)	76 742	61 085	59 134	70 156	73 700	67 300
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,2	2,0	2,4

Robert Hogue
Économiste principal

Encore sur la voie d'une croissance robuste malgré une pause

L'économie de l'Ontario reste en voie d'enregistrer l'un des meilleurs taux de croissance provinciaux en 2016, bien qu'elle semble avoir marqué une petite pause ce printemps en raison d'une perte d'élan de certains grands secteurs. Les exportations et les ventes manufacturières de la province ont été faibles au deuxième trimestre, tandis que les consommateurs ont montré des signes de fatigue récemment après une forte progression lors des deux années antérieures. Ces soubresauts seront de courte durée selon nous, et la province devrait renouer pour de bon avec une croissance vigoureuse dans la deuxième moitié de l'année. L'économie ontarienne reste soutenue par un marché de l'emploi raisonnablement sain et un secteur de l'habitation encore solide. Nous nous attendons à une croissance de 2,7 % du PIB en 2016, ce qui est conforme aux résultats des deux dernières années. Le rythme devrait ensuite ralentir légèrement à 2,4 % l'an prochain, même si l'Ontario restera selon nous dans le haut du classement des taux de croissance provinciaux.

Soubresauts passagers des exportations et de la fabrication

La reprise du secteur des exportations a constitué une évolution positive en Ontario ces dernières années, surtout depuis les progrès appréciables enregistrés par des segments clés comme les véhicules automobiles et les biens de consommation au milieu de 2015. Cette tendance à l'amélioration a toutefois été interrompue ce printemps, en partie à cause d'un séisme survenu au Japon en avril qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement du secteur mondial de l'automobile. Heureusement, les problèmes d'approvisionnement ont depuis été résolus et la production d'automobiles a repris avec force dans la province. Il ressort des statistiques de juillet que les exportations de véhicules automobiles et de pièces ont connu une forte croissance mensuelle de 6,2 % au niveau national. Malgré le récent repli, la fabrication de véhicules automobiles dans la province devrait croître de plus de 10 % en 2016. Nous continuons de prévoir un apport de plus en plus élevé du commerce extérieur à la croissance en Ontario, grâce au raffermissement de la demande sur le marché américain et à l'amélioration de la position concurrentielle du fait de la dépréciation antérieure du dollar canadien.

Les dépenses de consommation se poursuivent, mais à un rythme un peu moindre récemment

Les dépenses de consommation ont connu une vive progression lors des deux dernières années, tout comme au premier trimestre de la présente année. Des signes d'essoufflement sont toutefois apparus plus récemment. Au deuxième trimestre, les ventes au détail ont subi un léger recul qui traduit en partie une certaine stabilisation des achats de véhicules automobiles neufs après des hausses rapides ces dernières années. Nous estimons néanmoins que ce ralentissement sera de courte durée. La vigueur raisonnable du marché de l'emploi devrait continuer de soutenir les dépenses de consommation dans la province. La création d'emploi a été plutôt stable durant la première moitié de 2016, ce qui a contribué à une baisse du taux de chômage à un creux de huit ans de 6,4 % au milieu de l'année.

Le secteur de l'habitation conserve un bon rythme

Il n'y a pas eu de baisse de régime dans le secteur ontarien de l'habitation jusqu'à maintenant cette année. Ce secteur continue de générer une activité florissante directement et indirectement dans la province. Les reventes ont atteint de nouveaux sommets records aux premier et deuxième trimestres. De plus, la construction de nouvelles maisons a frôlé des niveaux inédits en termes d'unités en construction malgré une certaine stabilisation des mises en chantier au deuxième trimestre. Ces facteurs ont alimenté une croissance soutenue des investissements résidentiels, qui restent l'un des principaux moteurs de la croissance dans la province pour le moment.

Encore à la recherche d'une croissance plus stable

La trajectoire de croissance du Québec est loin d'être rectiligne. Le moindre gain encourageant semble inévitablement suivi d'une sous-performance le trimestre suivant. Il en a été ainsi au premier semestre de 2016 : l'économie provinciale a d'abord montré des signes d'accélération en début d'année, avant de sembler stagner. Ce parcours inégal continue de se solder par une croissance d'une lenteur décevante. Nous avons revu légèrement à la baisse notre prévision de croissance pour la province à 1,3 % cette année, comparativement au gain de 1,5 % prévu dans les Perspectives provinciales de juin, afin de tenir compte du récent ralentissement du rythme de progression. Nous restons toutefois d'avis que l'économie du Québec bénéficiera de la dépréciation du dollar canadien, de l'amélioration des conditions sur le marché américain et de la croissance économique soutenue en Ontario. La politique budgétaire au fédéral et au provincial deviendra également plus favorable à un raffermissement de la croissance future, selon nous. Nous tablons sur une accélération modeste de la croissance du PIB réel à 1,6 % en 2017.

Nouveau revers : la croissance a probablement marqué le pas ce printemps

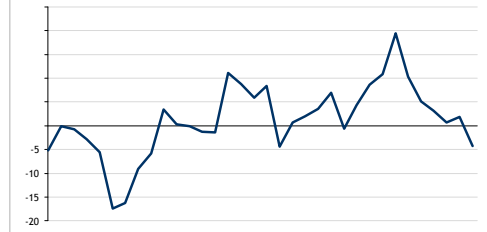
Alors que nous pensions que l'économie du Québec allait enfin sortir de son schéma d'évolution par à-coups des quatre dernières années et adopter un rythme d'expansion (un peu) plus rapide au début de l'année, elle a connu un nouveau passage à vide lors de l'arrivée du printemps. D'après les estimations mensuelles du PIB de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), un gain solide réalisé en début d'année a par la suite été renversé. Par conséquent, la croissance trimestrielle dans la province a probablement été, au mieux, infime au deuxième trimestre de 2016. Ce revers découle avant tout d'une brusque chute de l'activité manufacturière, notamment dans les secteurs des aéronautiques et des pièces, des produits du bois, des pâtes et papiers, de la machinerie et des produits métalliques. La mollesse du secteur manufacturier provient essentiellement des marchés d'exportation, les exportations de marchandises du Québec ayant subi des déclinés correspondants. Le secteur de la construction est resté généralement stationnaire au deuxième trimestre et celui des services a inscrit un gain modeste. La création d'emploi a été faible, bien que positive, restreinte par des pertes d'emploi importantes dans l'administration publique pour un deuxième trimestre d'affilée. Les dépenses liées à la construction d'immeubles institutionnels et publics ont fléchi pour un septième trimestre consécutif, minant les investissements non résidentiels dans la province. Dans l'ensemble, les données les plus récentes donnent à penser que l'économie provinciale est restée confinée dans la voie lente. La croissance pour l'année devrait être un peu inférieure à la moyenne de 1,4 % des cinq dernières années.

Restrictions budgétaires : une lumière au bout du tunnel ?

À la fin de juin, le ministère des Finances du Québec a publié pour l'exercice 2015-2016 des résultats budgétaires préliminaires qui ont fait apparaître un excédent de 1,7 milliard de dollars, signalant ainsi la fin d'une série de six déficits annuels consécutifs. D'autres ajustements devront encore être apportés avant que les données budgétaires de l'an dernier soient définitives (ce qui est prévu cet automne), mais il semble certain que le gouvernement provincial a atteint son objectif d'élimination du déficit. La lutte contre le déficit étant probablement chose du passé, nous croyons que la politique budgétaire de la province deviendra progressivement moins restrictive et que des hausses mesurées des dépenses et des allègements fiscaux ciblés sont probables. Parallèlement à cette atténuation des restrictions au niveau provincial, le gouvernement fédéral va de l'avant avec des mesures de relance qui dynamiseront les investissements dans les infrastructures et laisseront plus d'argent dans les poches de nombreuses familles. Par conséquent, nous nous attendons à ce que l'incidence de la politique budgétaire globale sur l'économie du Québec devienne légèrement positive d'ici l'an prochain.

Québec : exportations de marchandises réelles

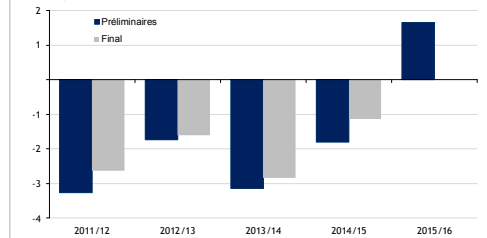
Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : ISQ, Recherche économique RBC

Solde budgétaire du gouvernement du Québec

Milliards \$



Source : Ministère de finances du Québec, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

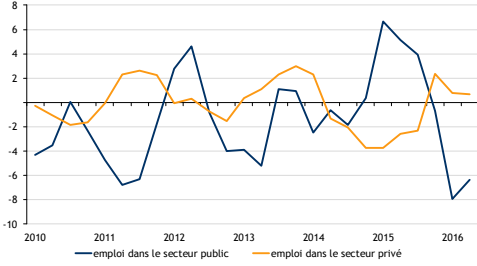
Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,0	1,2	1,5	1,1	1,3	1,6
PIB nominal	2,7	2,0	2,5	2,7	3,0	3,3
Emploi	0,8	1,4	0,0	0,9	0,5	0,7
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,6	7,3	7,2
Ventes au détail	1,2	2,5	1,7	0,5	4,1	3,9
Mises en chantier (unités)	47 367	37 758	38 810	37 926	36 900	36 500
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,1	1,1	2,3

Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau-Brunswick : emploi

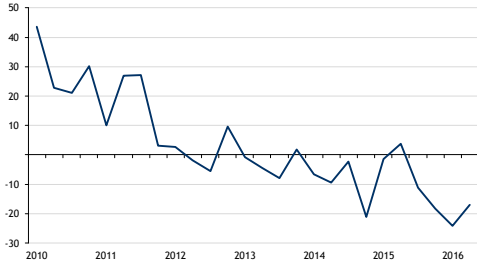
Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick : exportations de marchandises

Données trimestrielles, variation en %, d'une année à l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-1,0	0,4	-0,3	1,9	0,0	0,5
PIB nominal	0,7	0,4	0,6	-4,0	1,5	2,0
Emploi	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,8	0,0
Taux de chômage (%)	10,2	10,3	10,0	9,8	10,2	10,0
Ventes au détail	-0,7	0,7	3,8	2,4	3,9	2,4
Mises en chantier (unités)	3 299	2 843	2 276	1 995	1 700	2 200
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,5	2,0	2,6

Gerard Walsh
Économiste**Stagnation de la croissance cette année et sombres perspectives**

Après avoir brièvement affiché la croissance du PIB la plus forte des provinces de l'Atlantique en 2015, le Nouveau-Brunswick a marqué le pas depuis le début de 2016, selon les indicateurs. Malgré des conditions économiques toujours favorables aux exportations, les données ont été décevantes cette année et le secteur minier a grandement pâti de la fermeture d'une mine d'importance. Malheureusement, les secteurs de la fabrication et de la construction ne seront d'aucune aide, donnant eux aussi des signes d'une croissance léthargique de la production et de l'emploi. Nous prévoyons que la croissance économique sera nulle (0,0 %) au Nouveau-Brunswick en 2016 et qu'elle redémarrera en 2017, mais à un rythme modeste de 0,5 %.

Des pertes d'emploi dans le secteur public affaiblissent le marché du travail

Le niveau global de l'emploi a diminué de 0,6 % au cours des huit premiers mois de l'année au Nouveau-Brunswick, résultat de la disparition de postes à temps plein aussi bien qu'à temps partiel. La faiblesse a été concentrée dans le secteur public. Des déclinés importants ont été enregistrés dans l'éducation et l'administration publique en raison des restrictions budgétaires du gouvernement, qui est aux prises avec un déficit considérable (-1,0 % du PIB en 2016-2017). Le secteur privé, en revanche, a créé des emplois depuis le début de l'année. La forte croissance de la rémunération des employés aide à soutenir l'emploi dans le secteur des services et les ventes au détail. Par ailleurs, l'emploi dans le secteur de la construction a progressé dans la foulée d'un essor de l'activité résidentielle l'an dernier. À notre avis, la baisse du niveau global de l'emploi et l'augmentation de la taxe de vente limiteront la croissance des dépenses de consommation et exerceront des pressions à la hausse sur le taux de chômage. Malgré des replis de la population active et de la population en âge de travailler dans la province, la chute des niveaux d'emploi a pour effet de maintenir le taux de chômage à un niveau obstinément élevé, surtout dans le nord du Nouveau-Brunswick, où un nombre disproportionné de pertes d'emploi a été enregistré.

Sombres perspectives pour la construction

Dans son plus récent budget, le gouvernement a élargi son plan d'immobilisations pour relancer une économie léthargique. Cependant, l'accroissement des dépenses liées aux routes et aux autres infrastructures ne compensera pas la diminution des dépenses dans le secteur privé. Il y a peu de grands projets en cours au Nouveau-Brunswick et les investissements non résidentiels ont fléchi de 8 % dans la première moitié de 2016. Dans le secteur résidentiel, les rénovations soutiennent la croissance des investissements, mais le recul des mises en chantier et les conditions favorables aux acheteurs de maisons pèsent sur la construction de logements neufs.

La fermeture d'une mine porte un dur coup aux exportations

Les exportations globales ont chuté de 20 % depuis le début de 2016 en raison surtout d'une diminution des exportations de charbon et de produits pétroliers. De surcroît, la fermeture de la mine de potasse Picadilly se traduit cette année par un déclin des exportations de produits miniers qui ne pourra être entièrement compensé par le redémarrage de la mine Caribou. En revanche, les exportations de produits alimentaires ont monté en flèche, et les exportations de produits du bois ont bondi de 17 % jusqu'à maintenant cette année, grâce à des augmentations antérieures des capacités de production et à une hausse soutenue des mises en chantier aux États-Unis.

Un accroissement démographique profitable à l'économie

Les exportations hors énergie, la fabrication et, de plus en plus, les dépenses de consommation sont les principaux moteurs d'un redressement prospectif de la croissance économique en Nouvelle-Écosse cette année. Nous prévoyons que la croissance du PIB provincial passera de 0,9 % en 2015 à 1,2 % en 2016. Ce niveau pourrait toutefois être le plus élevé qui puisse être obtenu. La croissance ralentira selon nous à 1,1 % en 2017, car l'achèvement de grands projets de construction et le déclin de l'emploi, avec les répercussions sur les secteurs axés sur la consommation que cela implique, poseront des difficultés supplémentaires.

La croissance dépendra des exportateurs et des constructeurs de navires

Depuis le début de 2016, les exportations de marchandises ont crû de 0,1 % après avoir augmenté de 2 % en 2015. Ce piètre résultat s'explique avant tout par un plongeon des exportations de gaz naturel (du fait du nouveau statut d'entreprise saisonnière du projet Deep Panuke), qui masque la forte croissance des produits hors énergie. Les exportations de produits agricoles, de produits de la pêche et de produits alimentaires transformés, qui représentent 41 % des exportations de la Nouvelle-Écosse, ont enregistré une hausse impressionnante de 19 % dans la première moitié de 2016. Les exportations de homards ont été particulièrement robustes, ayant bondi de 23 % depuis le début de l'année du fait d'une augmentation des prix. En revanche, les exportations manufacturières ont été largement décevantes ; elles n'ont augmenté que légèrement pour les pneus et ont fléchi pour ce qui est du papier et des produits du bois. Même si la faiblesse du dollar canadien tarde à se traduire par une croissance durable des exportations manufacturières, le niveau d'activité s'intensifie dans le secteur manufacturier de la province en grande partie grâce au contrat à long terme de 26 milliards de dollars octroyé par le gouvernement fédéral pour remplacer la flotte de surface de la Marine royale du Canada.

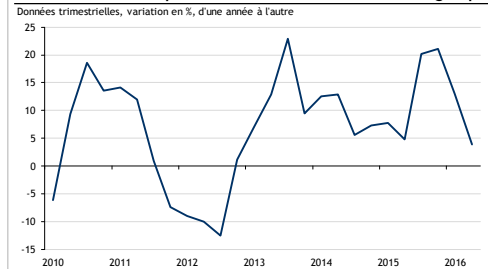
Un marché de l'habitation favorable aux acheteurs et non aux constructeurs

Il est peu probable que les pertes d'emploi dans la construction jusqu'à maintenant cette année soient renversées rapidement, car les perspectives du secteur restent sombres. Les dépenses d'investissement non résidentielles sont en baisse à l'approche de l'achèvement de grands projets à Halifax, dont le Nova Centre et la réfection du tablier du pont Macdonald. Dans le secteur résidentiel, la construction de maisons a ralenti cette année. Un récent raffermissement des conditions de l'offre et de la demande sur le marché provincial de la revente laisse toutefois entrevoir une possible reprise l'an prochain.

Un niveau d'immigration record aide à renverser le déclin de la population

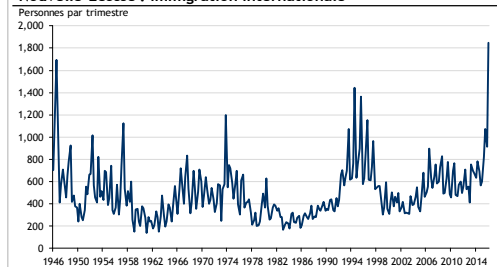
Le marché du travail de la Nouvelle-Écosse s'est révélé décevant cette année, malgré des signes d'une accélération de la croissance économique. Jusqu'à maintenant, les données laissent deviner un léger recul de l'emploi en 2016, les industries du secteur privé continuant de supprimer des postes pour une quatrième année consécutive. Sur une note positive, ce déclin a surtout touché les emplois à temps partiel, et la rémunération des employés a connu une solide expansion. En outre, la population en âge de travailler et le taux d'activité ayant encore diminué, les conditions sur le marché du travail se sont en fait quelque peu resserrées cette année. Malgré les fluctuations habituelles d'un mois à l'autre, le taux de chômage de la Nouvelle-Écosse demeure orienté à la baisse. Fait encore plus encourageant, les perspectives démographiques ont profondément changé dans la province. La migration interprovinciale a nettement ralenti depuis le début du choc des cours pétroliers, car les flux migratoires vers l'Alberta se sont renversés et l'immigration internationale a monté en flèche. En partie du fait de l'arrivée de réfugiés syriens, la Nouvelle-Écosse a accueilli 1 850 nouveaux migrants internationaux au premier trimestre de 2016, le plus haut résultat trimestriel depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Nouvelle-Écosse : exportations de marchandises non-énergétiques



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse : immigration internationale



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

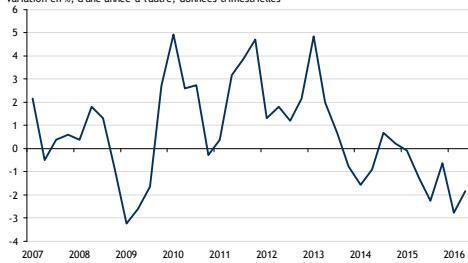
Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,2	1,1
PIB nominal	0,5	2,0	1,3	2,3	2,7	2,9
Emploi	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	-0,2
Taux de chômage (%)	9,1	9,1	8,9	8,6	8,5	8,3
Ventes au détail	1,0	2,9	2,3	-0,6	3,4	2,6
Mises en chantier (unités)	4 522	3 919	3 056	3 825	3 500	3 600
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,4	1,6	2,6

Gerard Walsh
Économiste

Île-du-Prince-Édouard : emploi

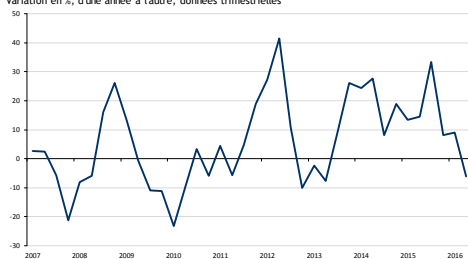
Variation en %, d'une année à l'autre, données trimestrielles



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard : exportations internationales de marchandises

Variation en %, d'une année à l'autre, données trimestrielles



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	1,2	2,0	1,5	1,5	1,1	0,8
PIB nominal	2,7	3,8	3,8	3,8	2,9	2,4
Emploi	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-1,8	0,3
Taux de chômage (%)	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	10,6
Ventes au détail	3,2	0,8	3,3	2,3	4,6	2,4
Mises en chantier (unités)	941	636	511	558	620	800
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,5	2,6

Gerard Walsh
Économiste

Un ralentissement des exportations défavorable à l'économie insulaire

Les conditions économiques se sont détériorées à l'Île-du-Prince-Édouard depuis la publication de notre rapport Perspectives provinciales de juin. Alors que la croissance des exportations vacille et que les investissements diminuent, la politique budgétaire n'est pas d'un grand secours. La forte progression de la rémunération des employés a apporté un certain soutien aux secteurs axés sur la consommation, comme le commerce de détail. Toutefois, la situation de l'emploi, qui s'est détériorée à un rythme accéléré dans la province depuis le début de l'année, freinera selon nous la croissance future de ces secteurs. Après avoir conservé un taux de croissance de 1,5 % en 2015, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard devrait progresser de 1,1 % en 2016 et de 0,8 % en 2017, des niveaux dans les deux cas inférieurs à nos dernières prévisions.

La suppression de postes dans le secteur public accentue le recul de l'emploi

Au cours des sept premiers mois de l'année, l'emploi total a baissé de 2,2 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de sorte que la province est sur le point de connaître une troisième année consécutive de recul de l'emploi en 2016. Le secteur public est responsable de la majeure partie des suppressions d'emploi. L'administration publique et l'éducation ont été fortement touchées, et il est peu probable que ces pertes soient renversées à court terme. Comme l'indiquait le gouvernement provincial dans son budget du printemps, des revenus inférieurs aux attentes, qui ont entraîné un retard d'un an dans le retour prévu à l'équilibre budgétaire, limiteront sa capacité à accroître les dépenses ou les embauches dans le secteur public. Malgré une baisse de l'emploi dans le secteur public, la rémunération des employés a continué de croître à un rythme soutenu cette année. Cette amélioration traduit des conditions relativement supérieures dans le secteur privé (où l'emploi a augmenté depuis le début de l'année, notamment dans le secteur manufacturier et dans quelques segments des services), et possiblement aussi des indemnités de cessation d'emploi dans le secteur public. La hausse de la rémunération des employés a sans contredit contribué à la croissance robuste des ventes au détail, surtout pour certains biens à prix élevé comme les véhicules automobiles qui ont crû de 15 % depuis le début de l'année. L'activité touristique semble élevée dans la province cette année. Les données pour la saison estivale ne sont pas encore disponibles, mais dans l'ensemble, les arrivées de touristes ont crû de 17 % en début d'année par rapport à la même période en 2015. Bien que la plupart des visiteurs de l'île soient canadiens (95 %), le nombre de touristes internationaux progresse rapidement, dopé par la dépréciation du dollar canadien. Un autre signe de vigueur de l'activité touristique dans la province a été la hausse impressionnante de 7 % des emplois dans les services d'hébergement et de restauration depuis le début de l'année.

Les exportations trébuchent au terme d'un long essor

La croissance économique relativement rapide de l'Île-du-Prince-Édouard ces dernières années découle en majeure partie de l'essor de son secteur des exportations. De 2010 à 2015, les exportations globales ont progressé de 80 %, profitant d'une vive croissance du côté des produits alimentaires et de secteurs en expansion comme l'aérospatiale et la machinerie. Depuis le début de 2016, les exportations de machinerie et d'équipement de transport ont fléchi, ce qui fait que les exportations globales de marchandises devraient afficher une croissance seulement modeste cette année. Prenant le relais, les exportations de produits alimentaires, la catégorie d'exportation de base de la province qui représente actuellement les deux tiers des exportations totales, ont augmenté rapidement jusqu'à maintenant en 2016. On note une croissance particulièrement forte des exportations de produits à base de pomme de terre (+15 %) et de homards (+9 %), qui sont favorisées par la vigueur des prix.

Des temps encore difficiles sur « le rocher »

Les conditions économiques ne se sont pas améliorées à Terre-Neuve-et-Labrador depuis notre rapport Perspectives provinciales de juin et cela consolide notre opinion selon laquelle la province est au cœur d'une période difficile et le restera sans doute pendant la période envisagée. Des signes indiquent que la production de pétrole restera stable jusqu'à l'entrée en service du projet Hebron en 2017, toutefois la baisse des prix du pétrole et des redevances a contraint le gouvernement à opérer de sévères coupes budgétaires, l'emploi recule, et les dépenses en immobilisations commencent à fléchir alors que de grands projets tirent à leur fin. Nous nous attendons à ce que le PIB réel diminue de 0,2 % en 2016 et de 1,5 % en 2017, dans la foulée d'une nouvelle baisse des dépenses d'investissement.

L'augmentation de la production pétrolière empêche un déclin économique plus prononcé

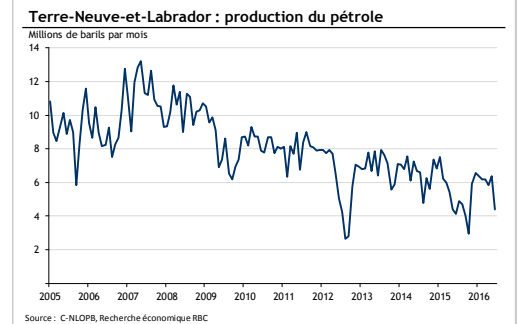
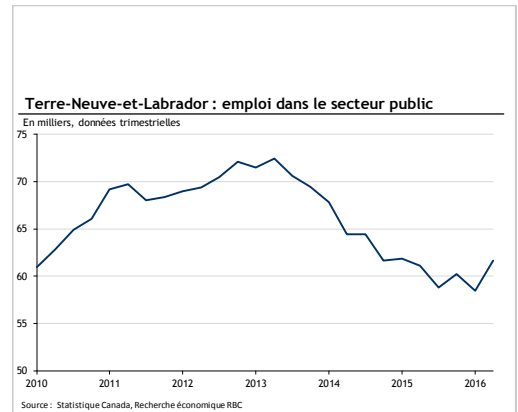
La hausse de production au gisement Hibernia a fait croître la production de pétrole de 5 % jusqu'à maintenant cette année, toutefois le secteur pétrolier et gazier de la province se ressent encore de la faiblesse des prix de l'énergie. L'emploi dans le secteur des ressources primaires a fléchi de 9 % depuis le début de l'année et l'extension du projet extracôtier West White Rose, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, a été reportée, l'exploitant attendant une plus grande stabilité des prix du pétrole. La production pétrolière devrait rester stable jusqu'à la fin de 2017, moment où le projet Hebron, qui sera bientôt prêt, entrera en service. Quand il sera pleinement opérationnel, le gisement devrait produire jusqu'à 150 000 barils par jour, ce qui engendrera une forte hausse de la production pétrolière et du PIB dans la province en 2018. À l'heure actuelle, le secteur minier de la province souffre lui aussi d'une faiblesse des prix, à commencer par ceux du minerai de fer. Les exportations de produits miniers ont baissé de 7 % jusqu'à maintenant cette année et les prix peu élevés ont entraîné le report de la construction ou de l'expansion d'un certain nombre de mines au Labrador.

Les coupes dans le secteur public restreignent l'emploi

L'emploi est en baisse pour une troisième année consécutive à Terre-Neuve-et-Labrador en 2016. Jusqu'à maintenant cette année, les pertes d'emploi ont été concentrées du côté des emplois à temps plein et partagées entre les secteurs public et privé. Les secteurs les plus touchés sont notamment ceux au cœur du ralentissement économique, à savoir les mines, le pétrole et le gaz (-9 %) et la construction (-1 %). Cependant, à l'avenir, une série de hausses de taxes et un déclin de la rémunération des employés commenceront à peser sur le secteur des services. L'emploi dans le secteur public a diminué de 1,5 % depuis le début de l'année, et la mise en œuvre par le gouvernement provincial d'un plan budgétaire rigoureux pourrait entraîner de nouvelles pertes. Malgré les pertes d'emploi, le taux de chômage de la province a baissé depuis janvier, une diminution de la population en âge de travailler et du taux de participation ayant engendré un recul plus important de la population active.

Flambée des coûts à Muskrat Falls

Le principal facteur de notre prévision de croissance pessimiste est la baisse des dépenses d'investissement, alors que les travaux liés à de grands projets comme Hebron et Muskrat Falls tirent à leur fin. Malgré sa crise budgétaire, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador continue d'investir dans le projet Muskrat Falls, dont les coûts grimpent. Initialement estimés à 7,4 milliards de dollars en 2012, les coûts du projet sont maintenant évalués à 11,4 milliards de dollars, et la pleine puissance de fonctionnement devrait être atteinte en 2020, avec deux ans de retard. L'accroissement des dépenses pourrait atténuer le déclin des investissements au cours des prochaines années, mais la hausse des coûts du projet exercera des pressions sur un gouvernement déjà à court d'argent.



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en br

Variation en %, sauf indication contraire	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	-4,4	5,8	-2,0	-2,2	-0,2	-1,5
PIB nominal	-4,5	9,2	-4,2	-9,5	-2,7	4,3
Emploi	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,1	-2,2
Taux de chômage (%)	12,3	11,6	11,9	12,8	13,1	14,5
Ventes au détail	4,5	5,0	3,4	0,2	2,0	0,5
Mises en chantier (unités)	3 885	2 862	2 119	1 697	1 600	1 300
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,4	2,1	2,7

Gerard Walsh
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage %				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail				IPC			
	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P	14	15P	16P	17P
T.-N. & L.	-2,0	-2,2	-0,2	-1,5	-4,2	-9,5	-2,7	4,3	-1,7	-1,0	-1,1	-2,2	11,9	12,8	13,1	14,5	2,1	1,7	1,6	1,3	3,4	0,2	2,0	0,5	1,9	0,4	2,1	2,7
Î.-P.-É.	1,5	1,5	1,1	0,8	3,8	3,8	2,9	2,4	-0,1	-1,2	-1,8	0,3	10,6	10,5	10,8	10,6	0,5	0,6	0,6	0,8	3,3	2,3	4,6	2,4	1,6	-0,6	1,5	2,6
N.-É.	0,6	0,9	1,2	1,1	1,3	2,3	2,7	2,9	-1,1	0,1	-0,4	-0,2	8,9	8,6	8,5	8,3	3,1	3,8	3,5	3,6	2,3	-0,6	3,4	2,6	1,7	0,4	1,6	2,6
N.-B.	-0,3	1,9	0,0	0,5	0,6	4,0	1,5	2,0	-0,2	-0,6	-0,8	0,0	10,0	9,8	10,2	10,0	2,3	2,0	1,7	2,2	3,8	2,4	3,9	2,4	1,5	0,5	2,0	2,6
QUÉ.	1,5	1,1	1,3	1,6	2,5	2,7	3,0	3,3	0,0	0,9	0,5	0,7	7,7	7,6	7,3	7,2	38,8	37,9	36,9	36,5	1,7	0,5	4,1	3,9	1,4	1,1	1,1	2,3
ONT.	2,7	2,6	2,7	2,4	4,1	4,1	4,6	4,0	0,8	0,7	1,1	1,0	7,3	6,8	6,5	6,1	59,1	70,2	73,7	67,3	5,0	4,2	5,0	4,4	2,3	1,2	2,0	2,4
MAN.	2,3	2,3	1,9	2,4	3,5	3,6	3,4	4,5	0,1	1,6	0,1	1,0	5,4	5,6	5,9	5,7	6,2	5,5	5,7	7,1	4,3	1,5	5,1	4,5	1,8	1,2	1,6	2,6
SASK.	1,9	-1,1	-0,9	1,6	-0,9	-6,0	-2,9	6,1	1,0	0,5	-0,8	0,7	3,8	5,0	6,4	6,5	8,3	5,1	4,7	5,4	4,6	-3,5	1,5	3,2	2,4	1,6	1,6	2,9
ALB.	4,8	-3,5	-2,9	2,3	9,1	-12,1	-5,5	10,4	2,2	1,2	-1,8	0,7	4,7	6,0	7,9	7,5	40,6	37,3	23,1	23,5	7,5	-4,6	-1,3	2,2	2,6	1,2	1,3	2,2
C.-B.	3,2	3,1	3,0	1,9	4,7	4,6	4,8	4,0	0,6	1,2	2,8	1,3	6,1	6,2	6,1	5,8	28,4	31,4	40,9	33,5	5,6	6,0	5,5	3,8	1,0	1,1	1,9	2,2
CANADA	2,5	1,1	1,3	1,8	4,3	0,5	2,1	4,8	0,6	0,8	0,6	0,8	6,9	6,9	7,0	6,8	189	196	192	181	4,6	1,7	3,7	3,7	2,0	1,1	1,7	2,4

Tableau comparatif

2014, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2015)	528	146	943	754	8 264	13 792	1 293	1 134	4 196	4 683
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,5	6,0	39,1	32,1	370,1	722,0	64,1	82,8	375,8	237,2
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	27,7	5,1	35,8	28,4	334,1	648,4	58,3	63,1	320,1	222,9
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,7	0,3	2,0	1,6	18,8	36,6	3,2	4,2	19,0	12,0
Croissance PIB réel (TAC, 2009-14, %)	1,5	1,8	0,6	0,3	1,6	2,2	2,5	3,9	5,0	2,7
PIB réel par habitant (\$ 2007)	52 347	35 071	37 944	37 685	40 670	47 402	45 539	56 249	77 680	48 048
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2009-14, %)	1,0	0,9	0,5	0,1	0,6	1,1	1,4	2,2	2,7	1,7
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31 915	26 368	27 482	26 912	26 046	29 687	27 478	32 249	40 495	31 460
Croissance de l'emploi (TAC, 2010-15, %)	1,2	1,0	-0,1	-0,4	0,8	1,2	0,9	1,6	2,6	0,7
Taux d'emploi (avr. 2016, %)	53,4	58,5	57,1	56,0	59,6	60,8	63,6	65,4	67,1	60,6
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2016)	14,5	13,2	9,5	11,8	8,5	9,1	7,4	7,7	8,7	7,6
Production manufacturière (% du PIB)	4,0	9,7	7,4	11,7	13,9	12,2	11,7	6,7	6,9	6,9
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	47,3	68,5	73,1	67,2	59,4	57,4	57,4	42,6	38,8	64,6
Exportations (% du PIB)	40,7	18,6	20,7	45,7	27,7	33,6	27,0	45,9	34,9	22,4

Tableaux

Colombie-Britannique

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	199 768	194 987	200 324	206 360	211 427	215 901	222 868	229 866	236 647	241 025
	évolution (%)	0,7	-2,4	2,7	3,0	2,5	2,1	3,2	3,1	3,0	1,9
PIB nominal	millions de \$	204 406	196 250	205 117	216 786	221 414	226 605	237 188	248 002	259 913	270 281
	évolution (%)	3,1	-4,0	4,5	5,7	2,1	2,3	4,7	4,6	4,8	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	2 242	2 192	2 223	2 228	2 262	2 266	2 278	2 306	2 371	2 403
	évolution (%)	1,6	-2,2	1,4	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	2,8	1,3
Taux de chômage	(%)	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,1	5,8
Ventes au détail	en millions de dollars	57 794	55 288	58 251	60 090	61 255	62 734	66 273	70 272	74 162	77 010
	évolution (%)	1,5	-4,3	5,4	3,2	1,9	2,4	5,6	6,0	5,5	3,8
Mises en chantier	unités	34 321	16 077	26 479	26 400	27 465	27 054	28 356	31 446	40 900	33 500
	évolution (%)	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,0	-1,5	4,8	10,9	30,1	-18,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,3	112,3	113,8	116,5	117,8	117,7	118,9	120,2	122,5	125,2
	évolution (%)	2,1	0,0	1,4	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,2

Alberta

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	265 165	250 510	262 720	279 655	290 544	305 353	320 113	309 069	300 261	307 016
	évolution (%)	1,6	-5,5	4,9	6,4	3,9	5,1	4,8	-3,5	-2,9	2,3
PIB nominal	millions de \$	296 072	245 690	270 049	299 521	312 485	344 452	375 756	330 372	312 291	344 863
	évolution (%)	13,5	-17,0	9,9	10,9	4,3	10,2	9,1	-12,1	-5,5	10,4
Nombre d'emplois	en milliers	2 054	2 030	2 024	2 100	2 172	2 226	2 275	2 301	2 260	2 276
	évolution (%)	3,2	-1,2	-0,3	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,8	0,7
Taux de chômage	(%)	3,6	6,5	6,6	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	7,9	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	61 620	56 489	59 849	63 945	68 408	73 109	78 582	74 989	74 024	75 658
	évolution (%)	0,2	-8,3	5,9	6,8	7,0	6,9	7,5	-4,6	-1,3	2,2
Mises en chantier	unités	29 164	20 298	27 088	25 704	33 396	36 011	40 590	37 282	23 100	23 500
	évolution (%)	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	7,8	12,7	-8,1	-38,0	1,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	121,6	121,5	122,7	125,7	127,1	128,9	132,2	133,7	135,5	138,5
	évolution (%)	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,3	2,2

Saskatchewan

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	55 139	52 195	54 647	57 545	58 514	61 929	63 127	62 464	61 902	62 861
	évolution (%)	5,3	-5,3	4,7	5,3	1,7	5,8	1,9	-1,1	-0,9	1,6
PIB nominal	millions de \$	67 619	60 080	63 368	74 821	77 957	83 496	82 780	77 837	75 594	80 220
	évolution (%)	29,1	-11,1	5,5	18,1	4,2	7,1	-0,9	-6,0	-2,9	6,1
Nombre d'emplois	en milliers	517	526	531	536	548	565	571	574	569	573
	évolution (%)	2,5	1,6	1,0	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,8	0,7
Taux de chômage	(%)	4,0	4,9	5,3	4,9	4,7	4,1	3,8	5,0	6,4	6,5
Ventes au détail	en millions de dollars	14 676	14 605	15 103	16 199	17 405	18 301	19 143	18 477	18 752	19 358
	évolution (%)	11,8	-0,5	3,4	7,3	7,4	5,1	4,6	-3,5	1,5	3,2
Mises en chantier	unités	6 828	3 866	5 907	7 031	9 968	8 290	8 257	5 149	4 700	5 400
	évolution (%)	13,7	-43,4	52,8	19,0	41,8	-16,8	-0,4	-37,6	-8,7	14,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	117,1	118,7	122,0	123,9	125,7	128,7	130,8	132,9	136,7
	évolution (%)	3,2	1,1	1,3	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,6	2,9

Manitoba

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 544	51 464	52 736	54 045	55 674	57 005	58 301	59 665	60 799	62 228
	évolution (%)	3,7	-0,2	2,5	2,5	3,0	2,4	2,3	2,3	1,9	2,4
PIB nominal	millions de \$	52 154	50 804	53 308	56 197	59 781	61 897	64 077	66 385	68 661	71 751
	évolution (%)	4,9	-2,6	4,9	5,4	6,4	3,5	3,5	3,6	3,4	4,5
Nombre d'emplois	en milliers	602	601	609	612	622	626	626	636	637	643
	évolution (%)	1,5	-0,2	1,4	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	0,1	1,0
Taux de chômage	(%)	4,2	5,2	5,4	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	5,9	5,7
Ventes au détail	en millions de dollars	14 983	14 920	15 770	16 443	16 652	17 297	18 034	18 297	19 240	20 103
	évolution (%)	6,9	-0,4	5,7	4,3	1,3	3,9	4,3	1,5	5,1	4,5
Mises en chantier	unités	5 537	4 174	5 888	6 083	7 242	7 465	6 220	5 501	5 700	7 100
	évolution (%)	-3,5	-24,6	41,1	3,3	19,1	3,1	-16,7	-11,6	3,6	24,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	123,0	125,3	126,8	128,8	132,1
	évolution (%)	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,6	2,6

Ontario

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	601 723	582 904	600 131	614 606	622 717	631 068	648 352	665 468	683 103	699 156
	évolution (%)	0,0	-3,1	3,0	2,4	1,3	1,3	2,7	2,6	2,7	2,4
PIB nominal	millions de \$	608 446	597 882	630 989	659 743	680 084	693 210	721 970	751 711	786 292	817 646
	évolution (%)	1,1	-1,7	5,5	4,6	3,1	1,9	4,1	4,1	4,6	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	6 610	6 433	6 538	6 658	6 703	6 823	6 878	6 923	6 996	7 068
	évolution (%)	1,0	-2,7	1,6	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,0
Taux de chômage	(%)	6,6	9,1	8,7	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	151 697	148 109	156 276	161 859	164 503	168 253	176 719	184 143	193 375	201 879
	évolution (%)	3,9	-2,4	5,5	3,6	1,6	2,3	5,0	4,2	5,0	4,4
Mises en chantier	unités	75 076	50 370	60 433	67 821	76 742	61 085	59 134	70 156	73 700	67 300
	évolution (%)	10,2	-32,9	20,0	12,2	13,2	-20,4	-3,2	18,6	5,1	-8,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,0	125,9	127,4	129,9	133,0
	évolution (%)	2,3	0,4	2,4	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	2,0	2,4

Québec

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	311 945	309 359	315 708	321 647	324 993	329 038	334 103	337 912	342 136	347 439
	évolution (%)	1,9	-0,8	2,1	1,9	1,0	1,2	1,5	1,1	1,3	1,6
PIB nominal	millions de \$	314 380	314 541	328 138	344 735	354 040	361 211	370 064	380 022	391 314	404 135
	évolution (%)	2,7	0,1	4,3	5,1	2,7	2,0	2,5	2,7	3,0	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	3 883	3 854	3 938	3 976	4 006	4 061	4 060	4 097	4 119	4 149
	évolution (%)	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,5	0,7
Taux de chômage	(%)	7,2	8,6	8,0	7,9	7,7	7,6	7,7	7,6	7,3	7,2
Ventes au détail	en millions de dollars	94 816	93 759	99 590	102 556	103 753	106 301	108 137	108 727	113 193	117 647
	évolution (%)	4,9	-1,1	6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	0,5	4,1	3,9
Mises en chantier	unités	47 901	43 403	51 363	48 387	47 367	37 758	38 810	37 926	36 900	36 500
	évolution (%)	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,1	-20,3	2,8	-2,3	-2,7	-1,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	121,7	123,4	124,7	126,1	129,1
	évolution (%)	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	1,1	2,3

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 501	28 080	28 643	28 702	28 417	28 530	28 436	28 988	28 988	29 118
	évolution (%)	0,8	-1,5	2,0	0,2	-1,0	0,4	-0,3	1,9	0,0	0,5
PIB nominal	millions de \$	28 779	28 857	30 213	31 500	31 723	31 857	32 056	33 322	33 822	34 484
	évolution (%)	1,7	0,3	4,7	4,3	0,7	0,4	0,6	4,0	1,5	2,0
Nombre d'emplois	en milliers	361	360	358	356	353	355	354	352	349	349
	évolution (%)	0,9	-0,2	-0,5	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,8	0,0
Taux de chômage	(%)	8,5	8,7	9,2	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	10,2	10,0
Ventes au détail	en millions de dollars	10 018	10 094	10 595	11 103	11 028	11 107	11 528	11 808	12 273	12 567
	évolution (%)	6,5	0,8	5,0	4,8	-0,7	0,7	3,8	2,4	3,9	2,4
Mises en chantier	unités	4 274	3 521	4 101	3 452	3 299	2 843	2 276	1 995	1 700	2 200
	évolution (%)	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-13,8	-19,9	-12,3	-14,8	29,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,2	113,5	115,9	120,0	122,0	123,0	124,8	125,4	128,0	131,3
	évolution (%)	1,7	0,3	2,1	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,0	2,6

Nouvelle-Écosse

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	34 618	34 721	35 693	35 884	35 567	35 562	35 758	36 080	36 513	36 896
	évolution (%)	2,0	0,3	2,8	0,5	-0,9	0,0	0,6	0,9	1,2	1,1
PIB nominal	millions de \$	35 416	34 931	36 849	37 652	37 835	38 576	39 077	39 987	41 074	42 253
	évolution (%)	4,3	-1,4	5,5	2,2	0,5	2,0	1,3	2,3	2,7	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	452	450	451	453	458	453	448	448	447	446
	évolution (%)	1,0	-0,5	0,4	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	-0,2
Taux de chômage	(%)	7,6	9,2	9,6	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,5	8,3
Ventes au détail	en millions de dollars	12 091	12 105	12 651	13 098	13 223	13 605	13 915	13 827	14 293	14 664
	évolution (%)	4,1	0,1	4,5	3,5	1,0	2,9	2,3	-0,6	3,4	2,6
Mises en chantier	unités	3 982	3 438	4 309	4 644	4 522	3 919	3 056	3 825	3 500	3 600
	évolution (%)	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-2,6	-13,3	-22,0	25,2	-8,5	2,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	126,6	128,8	129,3	131,3	134,8
	évolution (%)	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,6	2,6

Île-du-Prince-Édouard

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 683	4 695	4 800	4 895	4 952	5 051	5 126	5 203	5 260	5 302
	évolution (%)	1,1	0,3	2,2	2,0	1,2	2,0	1,5	1,5	1,1	0,8
PIB nominal	millions de \$	4 754	4 927	5 222	5 424	5 573	5 783	6 003	6 233	6 415	6 569
	évolution (%)	2,7	3,6	6,0	3,9	2,7	3,8	3,8	3,8	2,9	2,4
Nombre d'emplois	en milliers	69	68	70	72	73	74	74	73	72	72
	évolution (%)	0,8	-1,3	2,3	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-1,8	0,3
Taux de chômage	(%)	10,8	11,9	11,4	11,1	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	10,6
Ventes au détail	en millions de dollars	1 703	1 682	1 770	1 866	1 925	1 940	2 005	2 052	2 146	2 197
	évolution (%)	5,1	-1,3	5,3	5,4	3,2	0,8	3,3	2,3	4,6	2,4
Mises en chantier	unités	712	877	756	940	941	636	511	558	620	800
	évolution (%)	-5,1	23,2	-13,8	24,3	0,1	-32,4	-19,7	9,2	11,1	29,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,0	130,1	129,3	131,3	134,8
	évolution (%)	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,5	2,6

Terre-Neuve-et-Labrador

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015P	2016P	2017P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	28 629	25 740	27 164	27 946	26 719	28 272	27 695	27 086	27 032	26 626
	évolution (%)	-1,5	-10,1	5,5	2,9	-4,4	5,8	-2,0	-2,2	-0,2	-1,5
PIB nominal	millions de \$	31 572	25 001	29 085	33 539	32 032	34 991	33 514	30 316	29 499	30 771
	évolution (%)	8,6	-20,8	16,3	15,3	-4,5	9,2	-4,2	-9,5	-2,7	4,3
Nombre d'emplois	en milliers	221	215	223	232	241	243	239	236	234	228
	évolution (%)	1,9	-2,7	3,6	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,1	-2,2
Taux de chômage	(%)	13,3	15,5	14,7	12,6	12,3	11,6	11,9	12,8	13,1	14,5
Ventes au détail	en millions de dollars	7 009	7 121	7 453	7 833	8 182	8 589	8 882	8 900	9 078	9 123
	évolution (%)	7,4	1,6	4,7	5,1	4,5	5,0	3,4	0,2	2,0	0,5
Mises en chantier	unités	3 261	3 057	3 606	3 488	3 885	2 862	2 119	1 697	1 600	1 300
	évolution (%)	23,1	-6,3	18,0	-3,3	11,4	-26,3	-26,0	-19,9	-5,7	-18,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	114,3	114,6	117,4	121,4	123,9	126,0	128,4	129,0	131,6	135,1
	évolution (%)	2,9	0,3	2,4	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	2,1	2,7

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royale du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.